



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-22 novembre 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 29 août 2019	WFP/EB.2/2019/8-B/3/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays provisoire – Cuba (2020)

Durée	Janvier-décembre 2020
Coût total pour le PAM	5 593 466 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Depuis près de 60 ans, Cuba progresse dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, grâce à l'accès gratuit et universel aux services essentiels et à l'existence de programmes de protection sociale. La sécurité alimentaire et la nutrition figurent parmi les grandes priorités du Gouvernement cubain, comme indiqué dans son Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030¹. La nouvelle Constitution approuvée en 2019 préserve le droit à l'alimentation et réaffirme l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population. Toutefois, les plans nationaux de développement mentionnent encore des problèmes considérables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Parmi eux, le présent plan stratégique de pays provisoire mettra l'accent sur la production vivrière nationale, qui ne suffit pas pour subvenir aux besoins nutritionnels recommandés de la population cubaine; les répercussions des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et des

¹ *Bases del Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social hasta el 2030: Visión de la Nación, Ejes y Sectores Estratégicos.* <http://repositorio.geotech.cu/jspui/bitstream/1234/2723/1/Bases%20del%20Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20Económico%20y%20Social%20hasta%20el%202030.pdf>.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. P. Mattei
Directeur de pays
courriel: paolo.mattei@wfp.org

changements climatiques sur les systèmes alimentaires; l'accès limité à des aliments diversifiés, de bonne qualité et sains; les carences en micronutriments, qui constituent un problème de santé publique, avec une tendance à la hausse du surpoids et de l'obésité; et l'absence de système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Dans le cadre du système des Nations Unies, le PAM s'emploie conjointement avec le Gouvernement à définir des domaines de collaboration pour le prochain plan-cadre de coopération, en tenant compte des priorités nationales. Ce travail ainsi que la réforme en cours du système des Nations Unies pour le développement ont eu une incidence sur les cycles de programmation des Nations Unies et conduit le PAM à décaler la période couverte par le plan stratégique de pays, afin qu'elle coïncide avec les autres cycles.

Le présent plan stratégique de pays provisoire couvre la période allant de janvier à décembre 2020 et assurera la transition vers le plan stratégique de pays. Il se concentrera sur la production de données probantes et le renforcement des activités couronnées de succès qui sont prioritaires pour ce qui est des plans nationaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Dans le même temps, la mise en place d'activités pilotes et de nouvelles modalités de transfert permettra d'éclairer l'élaboration du futur plan stratégique de pays.

En 2020, le PAM s'emploiera essentiellement à renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux de sorte qu'ils soient à même de mieux répondre à la demande liée aux filets de protection sociale, en veillant tout particulièrement à prévenir la malnutrition et l'insécurité alimentaire parmi les groupes les plus vulnérables, au titre de quatre effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2021, les intervenants qui jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires disposent de capacités renforcées pour atténuer les risques et mieux appuyer les filets de protection sociale.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2021, l'état nutritionnel des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants d'âge scolaire, s'améliore, et la diversité et les qualités nutritionnelles de leur régime alimentaire s'accroissent.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2021, les autorités nationales et locales disposent de capacités renforcées afin de faire en sorte que les systèmes d'alimentation et de nutrition soient résilients face aux chocs.
- *Effet direct stratégique 4:* Les populations victimes d'aléas naturels conservent l'accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe.

Pour réaliser ces effets directs stratégiques, le PAM s'emploiera à appuyer la production vivrière locale de sorte qu'elle soit mieux à même de répondre à la demande liée aux filets de protection sociale; à accroître les capacités de gestion des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience; et à améliorer les connaissances sur l'alimentation et la nutrition saines. De plus, il mettra en place des activités pilotes et des modalités de transfert à petite échelle dans des domaines tels que les repas scolaires pour les enfants scolarisés en primaire dans des "externats" ruraux² et des transferts de type monétaire en faveur des services municipaux chargés de l'éducation, de la santé et du commerce pour financer l'achat d'aliments produits localement; il renforcera le système national d'alerte rapide relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition moyennant la mise en place d'un dispositif de surveillance des cultures; il assurera la promotion d'outils financiers novateurs (tels que l'assurance préventive ou paramétrique) pour accroître la résilience face au climat; et il renforcera les capacités des centres de suivi des opérations de la protection civile concernant les risques multiples.

² Ces établissements ne fournissent pas de repas à leurs élèves. Les enfants rentrent chez eux pour déjeuner et reviennent à l'école l'après-midi.

Le PAM appuiera une approche nationale plus globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dont une dimension consiste à favoriser la transformation des relations entre les sexes. Une analyse différenciée par sexe et par âge des populations ciblées éclairera la mise en œuvre du programme, afin de veiller à ce que chaque élément du plan stratégique de pays provisoire tienne compte des besoins, des contributions et des capacités propres aux femmes, aux filles, aux garçons et aux hommes. La nutrition sera intégrée dans les activités afin qu'elles aient une dimension nutritionnelle.

Le présent plan stratégique de pays provisoire concorde avec le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1 (accès à la nourriture), 2 (élimination de la malnutrition), 4 (systèmes alimentaires durables) et 5 (renforcement des capacités). Il appuiera l'action menée par le pays pour réaliser les objectifs de développement durable, notamment les objectifs 2 et 17, et travaillera en partenariat avec les autorités nationales et locales, d'autres organismes des Nations Unies, des institutions techniques, des établissements universitaires et des centres de recherche, et d'autres acteurs encore.

Le PAM poursuivra également sa collaboration avec ses homologues gouvernementaux pour élaborer le plan stratégique de pays.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour Cuba (2020) (WFP/EB.2/2019/8-B/3), pour un coût total pour le PAM de 5 593 466 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Cuba est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui compte 11,2 millions d'habitants, dont 23 pour cent vivent dans les zones rurales, 50 pour cent sont des femmes et 20 pour cent ont plus de 60 ans. L'espérance de vie à la naissance est de 78,45 ans (80,4 ans pour les femmes et 76,5 ans pour les hommes). Le pays se classait à un niveau élevé selon l'indice de développement humain pour 2017 – au 73^{ème} rang sur 189 pays – et occupe aujourd'hui la 65^{ème} place (sur 160) pour ce qui est de l'indice d'inégalité de genre³. Depuis près de 60 ans, l'accès gratuit et universel aux services essentiels et l'existence de filets de protection sociale ont permis d'accomplir des progrès dans l'élimination de la pauvreté et de la faim.
2. Désireux de réduire les importations et d'améliorer la sécurité alimentaire, le Gouvernement donne la priorité à l'augmentation de la production vivrière. Celle-ci demeure néanmoins insuffisante pour répondre à la demande intérieure. Cuba importe l'équivalent de 70 à 80 pour cent de ses besoins alimentaires – principalement aux fins de distributions dans le cadre de programmes à vocation sociale – pour un coût d'environ 2 milliards de dollars par an. Du fait de cette disponibilité alimentaire limitée, associée à l'essor de la demande du secteur privé et du tourisme, les prix sont en hausse sur les marchés non subventionnés.
3. La production agricole se caractérise par une faible productivité qui s'est accentuée en raison de la grave sécheresse qui a touché Cuba entre 2014 et 2017, ainsi que des fortes pluies et des inondations récentes. Cuba est l'un des pays des Caraïbes les plus exposés aux ouragans et à la sécheresse, dont il est à craindre qu'ils ne deviennent plus fréquents et plus graves⁴. Le pays n'est pas encore remis des ouragans précédents, en particulier l'ouragan Irma, survenu en 2017. Selon la protection civile, la probabilité que la partie orientale du pays subisse un séisme de forte intensité dans un avenir proche est également très forte.
4. Le travail d'actualisation du modèle économique et social cubain a débuté en 2011; parmi les priorités, a été mise en avant la nécessité d'améliorer l'efficacité et la viabilité des programmes à vocation sociale en optimisant l'allocation des ressources. Le principe qui guide ce travail est que personne ne doit être laissé de côté. Le modèle de gestion économique préconisé encourage les programmes en faveur de l'autosuffisance alimentaire à l'échelon local.
5. La situation économique et financière délicate du pays se détériore avec le durcissement du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique. En outre, dans le contexte social et démographique actuel, de nouveaux problèmes surgissent en raison du vieillissement rapide de la population et de l'émigration.
6. En 2018, un nouveau Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres a été nommé; un débat participatif a été lancé la même année et approuvé en 2019 en vue de réformer la Constitution. La nouvelle Constitution garantit le droit à l'alimentation et réaffirme l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population⁵.

³ <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CUB> et <http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>.

⁴ *Segunda Comunicación Nacional a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático*. 2015. http://euroclimaplus.org/intranet/_documentos/repositorio/02Comunicaci%C3%B3n%20ONUCambio%20Climatico_Cuba.pdf.

⁵ Article 77 de la nouvelle Constitution. <http://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/Nueva%20Constituci%C3%B3n%20240%20KB-1.pdf>

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

7. *Accès à l'alimentation (cible 1 de l'objectif de développement durable [ODD] 2).* En 2017, le taux de sous-alimentation à Cuba était inférieur à 2,5 pour cent⁶. Les programmes nationaux qui permettent d'assurer l'accès à l'alimentation comprennent une ration mensuelle d'aliments de base fortement subventionnée pour tous les individus, un programme d'alimentation scolaire d'envergure nationale pour les écoliers du primaire pensionnaires ou demi-pensionnaires, un programme complet de soins de santé maternelle et infantile, et un programme complet de prise en charge des personnes âgées.
8. Ces programmes ne permettent pas d'assurer un régime alimentaire suffisamment varié, car les produits alimentaires riches en fibres et les fruits et légumes frais ne sont fournis qu'en quantité limitée. De plus, du fait de leur caractère universel, ces programmes ont un coût élevé, au détriment de leur viabilité économique et de leur efficience. Il est donc nécessaire d'améliorer la stratégie de ciblage⁷ pour affecter les ressources disponibles en priorité aux personnes et aux territoires les plus vulnérables⁸.
9. L'assortiment alimentaire mensuel subventionné, qui couvre presque 40 pour cent de l'apport énergétique recommandé⁹, comprend des protéines (produits à base de viande et haricots) pour l'ensemble de la population ainsi que du lait pour les femmes enceintes et les enfants jusqu'à l'âge de 7 ans. Pour combler l'écart de 60 pour cent entre l'apport en énergie et en nutriments recommandé et la contribution nutritionnelle de l'assortiment, les ménages achètent des vivres sur différents marchés non subventionnés, qui se caractérisent par des prix élevés et un approvisionnement irrégulier. Selon les estimations, un ménage cubain moyen consacre entre 55 et 70 pour cent de ses revenus à l'alimentation¹⁰.
10. En dépit des efforts nationaux déployés, le montant des salaires des agents du secteur public et des pensions est encore insuffisant pour répondre aux besoins essentiels de tous les membres d'un ménage. Les autorités nationales reconnaissent que les retraités de plus de 65 ans qui n'ont pas de complément de revenu sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire¹¹. La sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dirigés par des femmes qui vivent uniquement de leur propre salaire ou de l'aide sociale et qui ne

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation panaméricaine de la santé, PAM et Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe. Desigualdad y sistemas alimentarios*. www.fao.org/3/CA2127ES/CA2127ES.pdf.

⁷ Voir les paragraphes 10 et 11.

⁸ En incluant également une planification et une budgétisation adaptées à la problématique femmes-hommes. <http://www.granma.cu/cuba/2019-03-06/en-cuba-la-igualdad-de-genero-es-voluntad-politica-06-03-2019-23-03-46>.

⁹ Il couvrait environ 50 pour cent des besoins alimentaires de toute la population jusqu'à la première décennie du XXI^{ème} siècle.

¹⁰ Anaya, Betsy et García, Anicia. 2018. *Dinámica de gastos básicos en Cuba*. <http://www.ipscuba.net/author/betsy-anaya-cruz-y-anicia-esther-garcia-almazara-economistas-cubanas/>. Cette étude part du principe que le ménage cubain moyen compte trois personnes.

¹¹ Parmi les personnes de plus de 65 ans, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. *CubaDebate*. "El 20,1 por ciento de la población supera los 60 años". <http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/06/16/el-201-por-ciento-de-la-poblacion-cubana-esta-envejecida/#.XNXAQI5KJIU>.

- bénéficient pas de l'appui d'un réseau familial sont également particulièrement menacées¹².
11. Le programme national d'alimentation scolaire a été conçu pour aider les élèves internes ou demi-pensionnaires des écoles primaires où sont scolarisés filles et garçons à parts égales¹³, et dont les mères travaillent à l'extérieur. Il ne prend pas en charge les écoliers du primaire externes dont les mères travaillent à la maison (soit 70 pour cent des enfants de cet âge). Ces enfants ne reçoivent aucune nourriture à l'école et ont généralement un accès plus limité à l'alimentation, en particulier dans les zones rurales.
 12. *Élimination de la malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Grâce à des programmes de protection sociale complets, les taux de sous-alimentation sont faibles. Cuba consacre 27,5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) à la santé publique et à l'aide sociale¹⁴. Grâce à l'approche intégrée adoptée à l'égard de la santé maternelle et infantile, les taux de morbidité, de mortalité et de malnutrition sont faibles. En 2018, le taux de mortalité infantile était de 4 pour 1 000 naissances, tandis que le taux de mortalité maternelle était de 43,8 pour 100 000 naissances¹⁵. La réduction de ce dernier taux reste la priorité des autorités sanitaires. La proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée à sévère ou un retard de croissance est inférieure à 5 pour cent.
 13. Le régime alimentaire de la plupart des Cubains n'est pas suffisamment sain ou diversifié, ce qui s'explique par plusieurs facteurs socioéconomiques et culturels, parmi lesquels les habitudes alimentaires. En dépit des efforts entrepris par les pouvoirs publics pour encourager des pratiques alimentaires saines, des insuffisances persistent, auxquelles il est possible de remédier, en particulier au niveau des communautés.
 14. En 2014, 44 pour cent des enfants cubains âgés de 6 à 23 mois (indépendamment de leur sexe) ne consommaient pas une alimentation suffisamment diversifiée répartie en un nombre approprié de repas (apport alimentaire minimum acceptable), en particulier dans les zones rurales¹⁶. Selon l'Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie, plus de 40 pour cent des enfants d'âge préscolaire mangent très peu de légumes, voire pas du tout. Or il est démontré qu'une faible consommation de fruits et légumes induit des carences en vitamines, ce qui joue un rôle dans la prévalence de l'anémie chez les enfants¹⁷.
 15. Près de 22 pour cent des filles et femmes enceintes sont anémiées (38 pour cent dans les provinces orientales, ce qui constitue un problème de santé publique modéré). Dans l'est

¹² L'analyse du développement social réalisée pour élaborer le nouveau plan-cadre de coopération a montré que les travaux domestiques et les soins non rémunérés, en particulier la prise en charge des enfants et des personnes âgées, sont principalement dévolus aux femmes. Cette situation limite leur accès à des emplois et des activités génératrices de revenus, entrave leur autonomie et la pleine exploitation de leur potentiel, et les empêche de participer davantage à la prise de décisions de la société cubaine. Voir aussi l'*Encuesta Nacional sobre Igualdad de Género* publiée en 2018, disponible à l'adresse suivante: <http://www.onei.cu/publicaciones/cepde/ENIG2016/Publicaci%C3%B3n%20completa%20ENIG%202016.pdf>.

¹³ Le *Informe Nacional sobre la Implementación de la Agenda 2030* souligne la parité des sexes pour ce qui est d'accéder au système éducatif. https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementation_de_la_agenda_2030.pdf.

¹⁴ Ministère de la justice. 2018. *Gaceta Oficial de la República de Cuba. Ley No. 126 del Presupuesto del Estado*. http://www.mfp.gob.cu/class/control_view.php?&d=d&t=2&id=26.

¹⁵ Ministère de la santé publique. *República de Cuba. Anuario Estadístico de Salud 2018*. <http://files.sld.cu/bvscuba/files/2019/04/Anuario-Electr%C3%B3nico-Espa%C3%B1ol-2018-ed-2019-compressed.pdf>.

¹⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Ministère de la santé publique. 2015. *Cuba, Encuesta de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2014*. <https://www.unicef.org/cuba/mics5-2014-cuba.pdf>.

¹⁷ Pita-Rodríguez, G. et al. 2013. "El bajo consumo de alimentos ricos en hierro y potenciadores de su absorción se asocia con anemia en preescolares cubanos de las provincias orientales. 2005-2011". *Revista chilena de nutrición*, 40(3). https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_issuetoc&pid=0717-751820130003&lng=pt&nrm=iso.

- du pays, 41,4 pour cent des enfants âgés de 6 à 11 mois sont anémiés, une proportion qui est considérée comme un problème sanitaire grave.
16. Depuis 1997, le pays met en œuvre, avec l'appui du PAM, le plan global de prévention et de lutte contre l'anémie, qui est axé sur la diversification de l'alimentation, la supplémentation en fer, l'enrichissement des aliments et l'éducation nutritionnelle. Toutefois, en dépit des efforts entrepris par le pays, les difficultés d'approvisionnement en aliments enrichis produits localement persistent.
 17. Par ailleurs, le surpoids est en progression; il concernait près de 60 pour cent des adultes en 2016, avec une prévalence plus élevée chez les femmes (62,5 pour cent) que chez les hommes (54,5 pour cent)¹⁸. De plus, selon les autorités sanitaires, l'obésité est de plus en plus préoccupante. Près de 25 pour cent des adultes étaient obèses en 2016, la prévalence étant plus élevée chez les femmes (30,3 pour cent) que chez les hommes (18,9 pour cent)¹⁹. Le surpoids et l'obésité sont également en augmentation chez les enfants. En 2016, 33,8 pour cent des enfants d'âge scolaire étaient en surpoids et 15,4 pour cent étaient obèses, sans écart significatif entre les filles et les garçons²⁰. Pour résoudre ce problème, les pouvoirs publics mènent des campagnes d'éducation nutritionnelle et de communication avec l'appui du PAM.
 18. *Productivité et revenus des petits exploitants agricoles (cible 3 de l'ODD 2)*. Les petits paysans, qui sont organisés en coopératives de différents types, contribuent à hauteur de près de 80 pour cent à la production agricole nationale. Bien qu'à l'échelon national, la plupart des terres appartiennent à l'État, 70 pour cent de ces surfaces sont gérées par des coopératives qui ont accès à des kits techniques de base fournis par les pouvoirs publics. L'essentiel de la production des petits paysans est destiné aux filets de protection sociale, le reste étant autoconsommé ou écoulé directement sur les marchés de produits alimentaires non subventionnés.
 19. Les mesures prises pour augmenter et diversifier la production vivrière prévoient d'attribuer des terres domaniales en usufruit²¹, d'accroître l'autonomie des coopératives dans la prise de décisions, de mettre en place des mécanismes de financement, d'augmenter les prix des achats publics auprès des petits producteurs, d'élargir les débouchés commerciaux, et de développer l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale.
 20. En dépit des progrès accomplis, la faible productivité, les rendements agricoles peu élevés et les volumes importants de pertes après récolte persistent. Ces difficultés s'expliquent principalement par des problèmes propres aux filières agricoles, comme le manque d'intrants et d'équipements agricoles (par exemple, seules 15 pour cent des terres arables bénéficient de réseaux d'irrigation²²), des services et des incitations inadaptés, des technologies et des investissements insuffisants, et le recours limité au crédit et à l'assurance. Les chocs et les risques liés au climat entravent aussi considérablement la productivité, les rendements et les moyens d'existence.

¹⁸ OMS. Base de données de l'Observatoire mondial de la santé <http://apps.who.int/gho/data/node.home>.

¹⁹ FAO, Organisation panaméricaine de la santé, PAM et OMS. 2018. *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe. Desigualdad y sistemas alimentarios*. <http://www.fao.org/3/CA2127ES/CA2127ES.pdf>

²⁰ OMS. Base de données de l'Observatoire mondial de la santé <http://apps.who.int/gho/data/node.home>.

²¹ À la fin de l'année 2018, plus de 240 000 personnes (11 pour cent de femmes) – dont la plupart avaient une expérience de l'agriculture limitée – avaient pu recevoir 1,5 million d'hectares de terres domaniales en friche à titre de prêt public pour un maximum de 30 ans sans paiement. Ce processus est connu sous le nom de "distribution de terres en libre usufruit". Selon les estimations, seules 21 pour cent des personnes qui en ont bénéficié ont moins de 35 ans.

²² Bureau national de la statistique et de l'information. 2018. *Panorama Uso de la tierra. Cuba 2017*. <http://www.one.cu/panusotierra2017.htm>.

21. Les inégalités entre les sexes et l'autonomisation inadéquate des femmes freinent également le progrès dans le secteur agricole, en particulier dans les zones rurales, où les femmes représentent 46 pour cent de la population mais seulement 17 pour cent des personnes employées dans l'agriculture.
22. Malgré les efforts considérables menés par le pays, notamment la conception d'une stratégie concernant l'égalité des sexes dans le secteur agricole, seuls 13 pour cent des membres des coopératives agricoles sont des femmes²³. La persistance de stéréotypes sexistes, principalement dans les zones rurales, limite l'accès des femmes aux ressources, aux connaissances techniques, au foncier et aux postes à responsabilités. Les femmes sont également confrontées à des défis en matière de reconnaissance et de rémunération, en particulier pour les soins et les tâches domestiques, dont la répartition est inégale. Le nombre d'initiatives propres à faire évoluer les relations entre les sexes, y compris celles qui sont centrées sur l'autonomisation des femmes dans la production vivrière et l'augmentation de leur contribution à l'économie, reste insuffisant.
23. La participation des jeunes aux activités agricoles est également faible (environ 15 pour cent d'entre eux sont employés dans ce secteur) et les mesures incitatives sont limitées, ce qui pèse sur la pérennité des systèmes alimentaires.
24. *Systèmes alimentaires durables (cible 4 de l'ODD 2)*. Des lacunes dans la planification, la gestion, la logistique et les procédures contractuelles compromettent l'efficacité, l'équité et l'efficacité des systèmes alimentaires locaux; il est donc nécessaire d'adopter une démarche intersectorielle mettant davantage l'accent sur la gestion des risques.
25. La dégradation des ressources naturelles (60 pour cent des terres du pays sont menacées par la désertification) et les effets des changements climatiques (fréquence plus élevée et incidences plus fortes des ouragans et des épisodes de sécheresse)²⁴ sont autant de facteurs qui aggravent le déficit vivrier.
26. Entre 2001 et 2017, le montant total des pertes liées aux répercussions des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes a dépassé 40 milliards de pesos cubains, ce qui a entraîné des effets néfastes importants sur la sécurité alimentaire. Environ 40 pour cent des pertes économiques provoquées par les ouragans ont concerné le secteur agro-industriel²⁵.
27. Bien que le dispositif de protection civile cubain soit performant face aux aléas climatiques, il faudrait porter une plus grande attention à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le cadre de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe afin d'améliorer la résilience des communautés. Des lacunes ont été détectées dans la gestion des risques de sécheresse et la diffusion aux agriculteurs locaux d'informations sur les conditions agrométéorologiques et climatiques. Ces failles ont contribué à accroître la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, qui varie entre les femmes et les hommes.

²³ Bureau national de la statistique et de l'information. 2017. *Anuario estadístico de Cuba 2017. Empleo y salarios. Edición 2018*. <http://www.onei.cu/aec2017/07%20Empleo%20y%20Salarios.pdf>.

²⁴ De 2014 à 2017, les provinces orientales et centrales de Cuba ont subi une sécheresse intense, tandis que deux ouragans – Matthew, qui a frappé la région orientale en 2016, et Irma, qui a ravagé la région centrale en 2017 – ont provoqué de graves dommages. La fréquence des épisodes de sécheresse et la violence des ouragans ont augmenté sous l'effet des changements climatiques.

²⁵ Estimation du Bureau national de la statistique et de l'information 2018 et informations du système de protection civile. <http://www.onei.cu/publicaciones/04industria/medioambientecifras/medioamb2017.pdf>. (Les données de la protection civile ne sont pas disponibles en ligne.)

Environnement macroéconomique

28. En 2018, le PIB a augmenté de 1,2 pour cent, dans le droit fil de la tendance enregistrée ces dernières années avec des résultats inférieurs à 2 pour cent²⁶. Le niveau d'endettement du pays reste élevé, et les difficultés financières s'alourdissent. Le coût du blocus imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba en 2018 est estimé à 4,3 milliards de dollars, soit 12 millions de dollars par jour²⁷. Cuba a également enregistré une baisse des exportations de ses services médicaux, principalement due à la complexité de la situation économique et politique du Venezuela et à l'évolution de la conjoncture au Brésil²⁸.
29. En 2019, le PIB devrait augmenter de 1,5 pour cent. Le Gouvernement a déclaré que les ressources disponibles seraient investies dans le développement sans alourdir la dette extérieure²⁹. Il est impératif de stimuler l'industrie cubaine en vue de diminuer les importations et de mieux exploiter les capacités de production existantes. En 2019, priorité sera également donnée aux investissements étrangers directs³⁰.
30. Les importations devraient également être réduites en 2019 par rapport à 2018, et concerner des secteurs stratégiques, tels que les approvisionnements en vivres et en carburant, qui représentent près de 40 pour cent des importations totales et environ 5 milliards de dollars. En 2018, le montant total des importations de vivres (dont 70 pour cent étaient destinés à la consommation humaine) s'est élevé à 1,7 milliard de dollars.
31. En 2017, le taux de participation au marché de l'emploi a encore diminué pour passer à 63 pour cent, sous l'effet de l'évolution démographique et de la migration³¹. Le taux de participation des femmes reste inférieur de plus de 25 points de pourcentage à celui des hommes³². Les jeunes représentent 31 pour cent du nombre total de personnes employées³³.

Principaux liens intersectoriels

32. Cuba progresse régulièrement vers la réalisation de l'ODD 2 et des cibles associées grâce à de bonnes pratiques et à des expériences qui peuvent être partagées avec d'autres pays. En avril 2019, le Gouvernement a présenté son premier rapport national volontaire sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, décrivant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées sur la voie de la réalisation de chaque

²⁶ Cubadebate. "Economía cubana crece un 1,2 por ciento durante 2018". <http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/12/21/economia-cubana-crece-un-1-2-por-ciento-durante-2018/#.XLd8y-hKhPY>.

²⁷ Ministère des relations extérieures. 2018. *Informe de Cuba sobre la resolución 72/4 de la Asamblea General de las Naciones Unidas, titulada "Necesidad de poner fin al bloqueo económico, comercial y financiero impuesto por los Estados Unidos de América contra Cuba"*. <http://misiones.minrex.gob.cu/es/articulo/informe-de-cuba-sobre-la-resolucion-724-de-la-asamblea-general-de-las-naciones-unidas-2>.

²⁸ Juan Triana Cordoví, "Cuba: Conyuntura, crecimiento y desarrollo económico". *Economía Cubana: entre cambios y desafíos*. 2018. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fescaribe/15172.pdf>.

²⁹ Cubadebate. "Plan de la Economía para 2019: Crecer sin incrementar las deudas e invertir en el desarrollo". 2018. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/12/21/plan-de-la-economia-para-2019-crecer-sin-incrementar-las-deudas-e-invertir-en-el-desarrollo/>.

³⁰ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2018. *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe*. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/44326/125/BPE2018_Cuba_es.pdf.

³¹ Selon l'*Encuesta nacional de migración de 2016* (édition 2018), la migration interne et externe cubaine concerne principalement les jeunes; si l'on considère uniquement la migration interne et la mobilité externe temporaire, les femmes sont plus nombreuses. http://www.one.cu/publicaciones/cepde/encuestanacionalmigraciones20162017/08_Informe%20completo.pdf.

³² *Ibid.*

³³ Cubadebate. "Ser joven y trabajar en Cuba". <http://www.cubadebate.cu/opinion/2016/06/02/ser-joven-y-trabajar-en-cuba/#.XQvY8uhKiUk>.

- ODD³⁴. D'après ce rapport, les résultats obtenus à ce jour témoignent de la ferme volonté du Gouvernement de continuer d'améliorer le niveau de vie et le bien-être de la population.
33. Cuba dispose d'un groupe national chargé de mettre en œuvre le Programme 2030, qui collabore avec diverses institutions en vue d'intégrer les objectifs du Programme 2030 dans les plans nationaux de développement et de suivre et d'évaluer les progrès accomplis dans leur réalisation. Selon un examen effectué par le Contrôleur général en 2018, la mise en œuvre des politiques et des programmes qui portent sur l'égalité des droits, la non-discrimination et l'accès universel aux services de santé et à l'éducation, entre autres, contribuera à la réalisation du Programme 2030³⁵. Toutefois, des problèmes persistent, qui concernent essentiellement le système national de statistique, la coordination interinstitutionnelle et intersectorielle, les capacités techniques, méthodologiques et de planification, la participation active de la population et la gestion des risques³⁶.
 34. Cuba a obtenu deux résultats importants qui contribuent au développement durable: un niveau de développement humain élevé et une faible empreinte écologique par habitant. L'indice de développement humain de Cuba est passé de 0,675 en 1990 à 0,777 en 2017³⁷. La même année, la pauvreté multidimensionnelle touchait 0,15 pour cent de la population cubaine³⁸.
 35. Cuba possède un système éducatif développé: l'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans³⁹. Dans la région, le pays se distingue par ses résultats scolaires, avec un indice de développement de l'Éducation pour tous de 0,983⁴⁰ et l'absence d'analphabétisme. Les centres préscolaires et les écoles primaires et secondaires accueillant des internes ou des demi-pensionnaires reçoivent de la nourriture et promeuvent la consommation d'aliments nutritifs et sains. Toutefois, en raison d'un financement insuffisant, le programme national d'alimentation scolaire ne prend pas en charge les écoliers du primaire "externes", c'est-à-dire ceux qui ne sont ni en pension, ni en demi-pension.
 36. Pour respecter ses engagements vis-à-vis de l'ODD 5, le Gouvernement cubain a adopté des procédures et des mécanismes visant à prendre en compte l'égalité des sexes dans les politiques, la législation, la planification, le suivi, les programmes et les budgets. Cuba a certes promu l'égalité des sexes et appuyé l'autonomisation des femmes, mais la participation de celles-ci aux activités et à la prise de décisions socioéconomiques reste

³⁴ Cuba. *Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030. Informe voluntario de Cuba. 2019.* https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

³⁵ Contrôleur général. 2018. *Resultado del diagnóstico con el objetivo de comprobar y demostrar el aseguramiento, los avances y las fortalezas del país, para el cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo Sostenible.* <http://www.contraloria.gob.cu/documentos/Informes%20de%20Auditoria/Informe%20ODS%20Final.pdf>.

³⁶ Cuba. *Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030. Informe voluntario de Cuba. 2019.* https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

³⁷ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Human Development Reports.* <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CUB>.

³⁸ Indice de pauvreté multidimensionnelle 2017, indiqué dans Cuba. *Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030. Informe voluntario de Cuba. 2019.* https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

³⁹ Le taux de poursuite des études est de 99,7 pour cent dans les écoles primaires et de 93,1 pour cent dans les écoles secondaires. Le taux de scolarisation est identique pour les filles et les garçons, avec un indice de parité des sexes de 1. *Anuario Estadístico de Cuba 2017. Educación. Edición 2018.* <http://www.one.cu/aec2017/18%20Educacion.pdf>.

⁴⁰ <http://compartirpalabramaestra.org/noticias/cuba-tiene-el-mejor-sistema-educativo-de-america-latina-banco-mundial>.

inférieure à celle des hommes⁴¹. Des efforts concertés sont nécessaires pour atteindre les cibles de l'ODD 5⁴². Lancée en 2016 par le Ministère de l'agriculture, la stratégie en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur agricole guide les efforts déployés pour promouvoir l'autonomisation des femmes et parvenir à l'égalité des sexes dans les zones rurales.

37. Bien que les filles, les garçons, les femmes et les hommes soient assurés d'un même niveau de protection lors des interventions menées en cas de catastrophe, l'accent n'est pas encore suffisamment mis sur les besoins particuliers de certains groupes spécifiques, tels que les ménages à faible revenu qui ont à leur tête une femme seule.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

38. Au cours du premier semestre 2018, une analyse commune de pays a été menée afin de préparer le prochain plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Cette analyse a également permis d'éclairer l'examen stratégique national qui posera les jalons du plan stratégique de pays (PSP) complet du PAM à Cuba, qui couvrira la période 2021-2025. Les travaux ont été dirigés par l'Institut national de recherche économique – désigné par le Gouvernement – et organisés par le PAM avec la participation du groupe interinstitutions des Nations Unies pour la sécurité alimentaire à Cuba⁴³.

39. Les enjeux suivants ont été recensés⁴⁴:

- i) production alimentaire nationale insuffisante sur plusieurs plans: quantité, variété, qualité, sécurité sanitaire et stabilité, et forte dépendance à l'égard des importations – la production ne respecte pas les normes nutritionnelles recommandées pour la population cubaine;
- ii) accès limité aux produits alimentaires et aux intrants et équipements utiles au secteur agro-industriel sur les marchés internationaux;
- iii) dégradation progressive des ressources naturelles utiles à la production vivrière - sols, eau et forêts -, et érosion de la biodiversité;
- iv) forte dépendance de la production vivrière à l'égard des énergies fossiles, ce qui rend le secteur agro-industriel plus vulnérable;
- v) importantes pertes agricoles sous l'effet des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et des changements climatiques;
- vi) accès limité à des aliments diversifiés, de bonne qualité et sains, qui varie en fonction des écarts de revenus et des différences sur le plan des schémas culturels, de l'âge et du lieu de résidence (provinces, municipalités, zones urbaines ou rurales);
- vii) carences en micronutriments qui constituent un problème de santé publique pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 2 ans, avec une tendance à la hausse du surpoids et de l'obésité à la fois chez les enfants et chez les adultes; et

⁴¹ Encuesta Nacional sobre Igualdad de Género, 2018. <http://www.onei.cu/publicaciones/cepde/ENIG2016/Publicaci%C3%B3n%20completa%20ENIG%202016.pdf>.

⁴² Contrôleur général. 2018. *Auditoría de Desempeño de la Preparación para la implementación de los ODS, con énfasis en el ODS 5*. <http://www.contraloria.gob.cu/documentos/Informes%20de%20Auditoria/Informe%20%20Auditoria%20ODS%205%20Cuba1.pdf>.

⁴³ Sont membres du groupe interinstitutions pour la sécurité alimentaire, la FAO, le Fonds international de développement agricole, le PNUD, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le PAM, l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé. Tous ces organismes ont apporté leur contribution à différentes étapes de cette analyse.

⁴⁴ Les inégalités entre les sexes, ainsi que la dynamique démographique, ont été recensées parmi les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, principalement concernant les enjeux i), vi) et vii).

- viii) absence de système de suivi multisectoriel associant toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition et facilitant la prise de décisions rapide.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

40. Cuba met actuellement à jour son modèle économique et social d'une façon qui met en avant, entre autres priorités, la nécessité d'améliorer l'efficacité et la viabilité des programmes à vocation sociale en optimisant l'allocation des ressources, dans le respect du principe qui veut que nul ne soit laissé pour compte. Le modèle de gestion économique préconisé encourage les programmes en faveur de l'autosuffisance alimentaire à l'échelle locale, dans le cadre des efforts nationaux visant à améliorer la production nationale pour remplacer les importations alimentaires.
41. Aux yeux du Gouvernement, la sécurité alimentaire est un enjeu de sécurité nationale. L'augmentation de la production vivrière du pays, qui permet d'exploiter au mieux les ressources locales, constitue une priorité nationale visant à réduire la dépendance à l'égard des sources d'approvisionnement externes et à contribuer à la viabilité des filets de protection sociale. Cette approche est mise en exergue dans le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 (*Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social hasta el 2030*)⁴⁵ et dans d'autres documents stratégiques nationaux: les orientations économiques et sociales pour 2016-2021, le plan national de lutte contre les changements climatiques ("*Tarea Vida*"), le programme en faveur d'un approvisionnement autonome des municipalités en produits agricoles, le plan global de prévention et de lutte contre l'anémie, les projections en matière de santé publique, la nouvelle Constitution, ainsi que des stratégies, plans et programmes sectoriels divers.
42. Le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 comprend six axes stratégiques: un gouvernement socialiste efficace et efficient qui favorise l'intégration sociale; la transformation de l'appareil de production et l'engagement international; les infrastructures; le potentiel humain, les sciences, les technologies et l'innovation; les ressources naturelles et l'environnement; le développement humain, la justice et l'équité sociale.
43. À chaque axe stratégique correspondent des objectifs d'ordre général et des objectifs spécifiques. Les priorités du Gouvernement exposées dans le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 à l'égard de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont le renforcement de la productivité, de la compétitivité et de la viabilité des filières alimentaires; la promotion de l'adaptation aux changements climatiques; le renforcement de la gestion des risques de catastrophe; la garantie d'un système de protection sociale durable axé sur les groupes de population vulnérables⁴⁶; l'élaboration de politiques ciblées pour venir en aide aux personnes ayant des besoins particuliers; la progression de l'égalité des sexes; l'accentuation de la décentralisation et la réduction des inégalités entre les territoires; la promotion de l'agriculture durable, de la conservation des sols et de la viabilité environnementale et financière; la création d'emplois et de revenus, en particulier pour les populations rurales, et notamment les jeunes et les femmes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

⁴⁵ *Bases del Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social hasta el 2030: Visión de la Nación, Ejes y Sectores Estratégicos.* <http://repositorio.geotech.cu/jspui/bitstream/1234/2723/1/Bases%20del%20Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20Económico%20y%20Social%20hasta%20el%202030.pdf>

⁴⁶ Le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 mentionne à plusieurs reprises les personnes âgées ou handicapées, les personnes malades, et autres.

44. Cuba a établi un cadre institutionnel pour la mise en œuvre du Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 et du Programme 2030. Toutefois, le processus engagé pour définir des indicateurs et des mécanismes de suivi, d'évaluation et de reddition de comptes est encore en voie de finalisation.
45. En 2019, le Gouvernement a dégagé ses priorités pour mettre en œuvre le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 en trois phases: 2019-2021, 2022-2026 et 2027-2030. Pendant la première phase, la priorité sera donnée à la production vivrière, au tourisme, à l'exportation de services professionnels, à la biotechnologie et aux produits pharmaceutiques, à l'énergie et à la construction. La production vivrière a été particulièrement citée comme constituant un enjeu déterminant pour assurer la sécurité alimentaire et la santé de la population, et pour la sécurité nationale. L'accent est également mis sur le développement des ressources locales – dans le cadre d'un programme en faveur d'un approvisionnement autonome des municipalités – et d'autres processus de décentralisation⁴⁷.
46. En mai 2019, le Gouvernement cubain et le système des Nations Unies ont entrepris de hiérarchiser les priorités stratégiques, en vue d'assurer la convergence entre le prochain plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les priorités nationales. Les axes 2, 5 et 6 du Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 portent en priorité sur les enjeux liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition recensés dans le cadre de l'analyse commune de pays.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

47. Depuis 2018, le système des Nations Unies œuvre particulièrement en faveur de la programmation conjointe avec des groupes interinstitutions qui appuient les efforts faits par les pouvoirs publics pour atteindre les ODD au moyen de plans d'action conjoints, conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2014-2019, qui comprend quatre domaines: la dynamique démographique et la qualité, le développement et la viabilité des services sociaux et culturels; le développement économique durable; la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ainsi que la viabilité de l'environnement et la gestion des risques de catastrophe. Dans le même temps, les groupes interinstitutions des Nations Unies et des groupes multisectoriels gouvernementaux ont analysé le contexte du pays dans ces domaines pour éclairer l'élaboration du prochain plan-cadre de coopération. Les effets directs et les produits escomptés en matière de coopération ont été recensés à la suite de la hiérarchisation des priorités réalisée avec le Gouvernement, en tenant compte des axes stratégiques énoncés dans le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030, des enjeux répertoriés et des avantages comparatifs du système des Nations Unies qui pourraient aider le Gouvernement à surmonter les principales difficultés.
48. Les priorités des donateurs concernant le pays et celles de toutes les parties prenantes internationales, sont définies de façon bilatérale avec le Gouvernement par l'intermédiaire du Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, et doivent concorder avec le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030.
49. Dans le cadre du présent plan stratégique de pays provisoire (PSPP), le PAM entend renforcer sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies.

⁴⁷ Ministère de l'économie et de la planification. *Prioridades del Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social hasta el 2030*. <https://www.mep.gob.cu/es/node/135>.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

50. Les enseignements et les recommandations qui suivent découlent des opérations précédentes, de la concertation avec les donateurs et les homologues à l'échelon national et local, et de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays du PAM à Cuba. Il a été suggéré que le PAM devrait:
- renforcer l'attention portée à la résilience, à la gestion des risques et à la production vivrière locale afin de consolider les filières et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires pour les filets de protection sociale;
 - maintenir une approche participative et inclusive qui contribue à détecter les lacunes des systèmes alimentaires et à envisager des solutions locales, en tirant parti des capacités, des outils et des mécanismes mis en place dans le cadre d'autres projets et programmes;
 - intégrer les aspects nutritionnels dans les systèmes alimentaires locaux afin de renforcer la production agricole et d'améliorer les programmes à vocation sociale, notamment l'alimentation scolaire;
 - tenir compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge dans toutes ses interventions, depuis la conception jusqu'à l'évaluation;
 - poursuivre le renforcement des capacités des systèmes de suivi et des moyens logistiques, en collaborant avec les autorités nationales pour la mise en œuvre de ses opérations;
 - entretenir des liens avec les milieux universitaires et d'autres acteurs qui participent à la gestion locale des connaissances, des informations et des communications;
 - encourager l'utilisation des informations produites au niveau local, notamment l'analyse par sexe et par âge, à l'appui de la prise de décisions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
 - intensifier les partenariats avec le Ministère de l'économie et de la planification, les commissions permanentes du Parlement, le groupe de travail créé pour le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 et la commission chargée d'appliquer les orientations économiques et sociales arrêtées pour la période 2016-2021; et
 - poursuivre l'élaboration d'une stratégie commune de mobilisation des ressources avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies ainsi que le bureau régional concerné et le Siège afin de permettre la bonne exécution de ses activités.
51. En outre, le PAM mettra à profit les données factuelles disponibles à l'échelle mondiale sur l'alimentation scolaire, les transferts de type monétaire et l'assurance préventive ou paramétrique, particulièrement concernant les facteurs critiques de réussite ou d'échec, pour éclairer la conception d'initiatives pilotes en 2020.
52. La présence des contrôleurs de terrain du PAM⁴⁸ s'est avérée déterminante pour assurer des opérations de terrain plus efficaces et un suivi régulier des progrès accomplis en tenant compte de la problématique femmes-hommes, en étroite coordination avec les autorités locales. Les mécanismes de remontée de l'information permettent d'apporter des réponses rapides aux problèmes recensés lors des visites mensuelles sur le terrain.

⁴⁸ Le PAM est le seul organisme des Nations Unies qui soit présent sur le terrain à Cuba.

2.2 Potentialités pour le PAM

53. L'action menée par le PAM à Cuba met en évidence les avantages comparatifs dont il dispose pour épauler le Gouvernement dans ses priorités nationales de développement et les interventions qu'il met en œuvre en cas de situation d'urgence. Les autorités nationales et les acteurs de la coopération internationale qui interviennent dans le pays reconnaissent le rôle que joue le PAM dans le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires, en particulier les filières agricoles, conformément aux besoins et aux préférences alimentaires des personnes vulnérables qui bénéficient d'une assistance grâce aux filets de protection sociale. Par son appui, le PAM a contribué à l'élaboration d'une approche plus globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dont une dimension consiste à favoriser la transformation des relations entre les sexes.
54. En 2020, tout en assurant la transition vers le premier PSP pour Cuba, le PAM se concentrera sur la production de données probantes en consolidant les activités qui ont permis d'obtenir des résultats satisfaisants et qui sont prioritaires dans les plans nationaux de développement, comme la production vivrière locale destinée aux filets de protection sociale, la gestion des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience, ainsi que la communication et l'éducation en matière de nutrition. De plus, des négociations sont en cours avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger et d'autres institutions sectorielles, en vue d'examiner la faisabilité et le potentiel de nouvelles activités et modalités de transfert à petite échelle, dans la perspective de les amplifier dans le cadre du PSP.
55. Ces activités pilotes concerneront:
 - l'alimentation scolaire pour les enfants scolarisés dans des externats ruraux de l'enseignement primaire, afin de renforcer le rôle de ferment du développement des communautés joué par les écoles et leurs liens avec la production alimentaire locale;
 - les transferts monétaires en faveur des services municipaux chargés de l'éducation, de la santé et du commerce pour financer l'achat d'aliments produits localement dans le cadre de projets de coopération;
 - le renforcement du système national d'alerte rapide pour favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition moyennant la mise en place d'un dispositif de surveillance des cultures qui utilise des outils d'alerte rapide, entre autres les données agrométéorologiques et satellitaires;
 - la promotion de modalités financières novatrices, telles que l'assurance préventive ou l'assurance paramétrique, pour accompagner les petits exploitants des deux sexes avec des outils de gestion intégrée des risques, en protégeant leurs moyens d'existence des effets de chocs climatiques de plus en plus fréquents et dévastateurs; et
 - le renforcement des capacités des centres de suivi des opérations de la protection civile mis en place au niveau national et dans certaines provinces pour faire face à des risques multiples, en adaptant notamment le système de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence à la problématique femmes-hommes et à l'âge.

2.3 Réorientations stratégiques

56. L'approche stratégique du PAM ne fait pas l'objet d'une réorientation majeure dans le présent PSPP, d'une durée d'un an. Néanmoins, il conviendra d'insister sur la nature novatrice des activités contribuant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de mettre en avant la valeur ajoutée du PAM dans le renforcement des capacités de développer les systèmes de protection sociale dans le pays et d'intervenir en cas d'urgence. Une

approche plus intégrée et systémique sera adoptée pour appuyer les systèmes alimentaires locaux et accroître leur résilience face aux catastrophes et aux changements climatiques, en améliorant la coordination des activités visant à développer les filières agricoles et à renforcer la gestion des risques. La problématique femmes-hommes, l'âge, la nutrition et la sensibilisation aux questions environnementales et sociales seront pris en compte dans tous les aspects du PSPP. De nouvelles activités et modalités seront expérimentées pour obtenir les enseignements et les bonnes pratiques pertinents qui permettront de les amplifier dans le cadre du PSP complet. S'agissant de l'orientation géographique, le présent PSPP concentrera les ressources disponibles dans les municipalités où il est possible d'obtenir des résultats et des effets, et d'assurer la pérennité des activités de renforcement des capacités, conformément aux priorités nationales.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

57. Le PAM donnera la priorité au renforcement de la résilience des systèmes alimentaires locaux – en mettant l'accent sur l'approvisionnement en aliments pour les filets de protection sociale – dans le respect des normes de nutrition recommandées pour la population cubaine et en concentrant son action sur les besoins des groupes les plus vulnérables⁴⁹. Il encouragera différentes modalités d'assistance alimentaire qui permettent d'améliorer la viabilité des filets de protection sociale et collaborera avec le Gouvernement pour mettre au point des outils de ciblage et renforcer l'analyse des informations et la prise de décisions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau local.
58. Pour 2020, le PAM cherchera à atteindre quatre effets directs stratégiques grâce à une démarche globale à dimension nutritionnelle visant à combler l'écart entre la production et la demande. Il favorisera des systèmes alimentaires locaux plus résilients, équitables et durables (activités 1 et 4 associées) pour assurer l'approvisionnement des filets de protection sociale, notamment le programme d'alimentation scolaire (appuyé dans le cadre de l'activité 3). Dans le même temps, des coopératives locales bénéficieront d'une aide et produiront des aliments qui pourront être achetés par les services municipaux si les conditions permettent d'utiliser des transferts de type monétaire. En outre, le PAM poursuivra ses activités de prévention de la malnutrition pour appuyer les efforts nationaux visant à lutter contre l'anémie, le surpoids et l'obésité parmi les personnes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel (activité 2). En cas de catastrophe, il complétera l'assistance apportée par le Gouvernement à l'aide des ressources qu'il a prépositionnées dans le pays (activité 5).
59. Dans toutes ces interventions, les aspects liés à l'âge et au sexe seront pris en considération afin de faire en sorte que les effets obtenus soient équitables et favorisent l'autonomisation. De plus, conformément à la politique du PAM en matière d'environnement, il sera tenu compte des questions environnementales dans toutes les activités et celles-ci respecteront les normes environnementales et sociales du PAM.

⁴⁹ Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants d'âge scolaire, les personnes âgées et les populations touchées par des chocs.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les intervenants qui jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires disposent de capacités renforcées pour atténuer les risques et mieux appuyer les filets de protection sociale

60. Des efforts plus importants seront déployés pour faire en sorte que les systèmes alimentaires locaux soient mieux à même d'approvisionner les filets de protection sociale avec des aliments variés et de qualité. Le PAM renforcera les capacités opérationnelles de ses partenaires nationaux stratégiques dans le cadre du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement des municipalités.
61. En conséquence, les filières agricoles les plus utiles⁵⁰ dans les municipalités ciblées seront en mesure de produire des aliments tenant compte des enjeux nutritionnels pour les filets de protection sociale. Les principales parties prenantes engloberont les petits exploitants, les coopératives, les entreprises publiques de production agricole, les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services, les distributeurs et les institutions de protection sociale, telles que les crèches, les écoles, les maternités et les dispositifs d'aide aux familles (cantines communautaires) pour les personnes âgées.

Domaine d'action privilégié

62. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.
63. Ce domaine d'action a pour objectif de faciliter la modification du modèle de gestion agricole, et de contribuer à accroître la production d'aliments de base, à remplacer les importations et à améliorer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables bénéficiaires de filets de protection sociale fondés sur une aide alimentaire.

Produit escompté

64. Le produit suivant permettra d'atteindre cet effet direct stratégique:
 - Une sélection de petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des filières agricoles (niveau 1) reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle avec des aliments variés et de qualité.
65. Ce produit contribue à la réalisation de la cible 4 de l'ODD 2 et d'autres ODD, principalement les ODD 12, 5 et 8, mais également 3, 6, 13, 14 et 15. La contribution de ce produit sera consignée et mesurée à l'aune du nombre d'activités de renforcement des capacités facilitées et du nombre de personnes mobilisées et bénéficiant de l'action menée, du nombre d'articles non alimentaires distribués, et du nombre d'outils ou de produits mis au point pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle nationale. Des contributions à la productivité et aux revenus des agriculteurs (cible 3 de l'ODD 2) seront en outre mesurées au niveau des produits.

Activité essentielle

⁵⁰ En fonction de leur utilité par rapport au programme pour l'autonomie de l'approvisionnement des municipalités et de leur potentiel à satisfaire la demande générée par les filets de protection sociale.

Activité 1: Mettre en place des activités de formation et fournir du matériel et une assistance technique aux parties prenantes des filières agricoles – petits paysans des deux sexes, notamment les jeunes, coopératives et distributeurs, entre autres

66. Le PAM promouvra les activités d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, pour étayer le programme du Gouvernement en faveur de l'autonomie de l'approvisionnement des municipalités et les modèles novateurs en vue d'assurer la stabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires des programmes de protection sociale.
67. Le PAM continuera d'appuyer l'évaluation des insuffisances des filières agricoles les plus utiles pour approvisionner les filets de protection sociale dans chaque municipalité, y compris dans des domaines essentiels tels que la gestion des risques et les inégalités entre les sexes. À partir des résultats de ces évaluations, le PAM renforcera les capacités des parties prenantes des systèmes alimentaires, en fournissant du matériel et en assurant des programmes de formation portant sur la production vivrière durable à dimension nutritionnelle⁵¹, les compétences de gestion, les outils de planification et les approches visant à transformer les relations entre les sexes.
68. Pour pallier les risques et les insuffisances relevés, plusieurs pratiques seront privilégiées en vue d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires et des petits exploitants, comme la diversification des moyens d'existence, la promotion de l'agriculture intelligente face au climat, la construction d'actifs communautaires à l'épreuve des aléas climatiques et l'appui à l'adaptation aux changements climatiques⁵². Ces pratiques comprendront également la mise à disposition de services d'information sur le climat et de dispositifs d'assurance préventive et paramétrique, l'exploitation des informations recueillies par l'intermédiaire des réseaux de surveillance de la sécheresse et l'utilisation d'outils d'analyse et de gestion des risques (voir l'activité 4). Conformément à la politique environnementale du PAM, les activités seront examinées de façon à éviter, réduire le plus possible ou atténuer les répercussions sur le plan environnemental et social.
69. Par ailleurs, les circuits de commercialisation seront consolidés afin de relier la production locale aux filets de protection sociale et de mettre les petits paysans en relation avec les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services, notamment dans le cadre des projets pilotes portant sur l'alimentation scolaire mis en œuvre au titre de l'effet direct stratégique 2. Les liens entre les intervenants qui jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires, et les institutions techniques et milieux universitaires seront également renforcés.
70. Compte tenu des analyses précédemment effectuées sur la problématique femmes-hommes, le PAM soutiendra les initiatives visant à faire évoluer l'approche des coopératives en la matière, à rendre les femmes plus autonomes sur le plan économique et à renforcer leur représentation dans les instances de décision locales, comme les conseils d'administration des coopératives. Cette approche concorde avec la stratégie gouvernementale concernant l'égalité des sexes dans le secteur agricole pour 2015–2020, avec la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes et sa stratégie régionale pour la mettre en œuvre.

⁵¹ Par exemple, développer la production d'aliments bioenrichis (riz, tubercules et haricots) pour approvisionner les filets de protection sociale.

⁵² Il peut s'agir de soutenir la diversification de la production et des revenus, de mettre en place des réseaux d'irrigation efficaces, de faciliter l'accès aux intrants agricoles (tels que des graines résistantes au changement climatique) et aux services, aux infrastructures, à de meilleures compétences et technologies de préservation et de gestion des ressources naturelles, et d'utiliser des barrières végétales, entre autres.

71. L'activité 1 optimisera la planification des activités et la logistique, réduira les pertes après récolte, améliorera la commercialisation et les normes de qualité, diminuera les risques de production, accroîtra la productivité, encouragera une production plus orientée vers la nutrition et développera l'autonomie des femmes vivant en milieu rural pour renforcer la capacité des agriculteurs locaux à fournir des produits alimentaires pour les programmes de protection sociale, tout en respectant les normes en matière de qualité, de quantité, de stabilité et de variété.
72. Le PAM mettra en œuvre cette activité par le biais de la modalité axée sur le renforcement des capacités, en partenariat avec les ministères chargés de l'agriculture, de l'éducation, du commerce intérieur, de la santé publique, de l'économie et de la planification, des finances et des prix, et les collectivités locales, la Fédération des femmes cubaines et divers acteurs tels que les organisations non gouvernementales (ONG)⁵³, le milieu universitaire, les instituts, les entreprises publiques d'importation et de logistique, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PNUD.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, l'état nutritionnel des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants d'âge scolaire, s'améliore, et la diversité et les qualités nutritionnelles de leur régime alimentaire s'accroissent

73. Le PAM appuiera les programmes et politiques gouvernementaux visant à aider les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, en mettant l'accent sur la supplémentation en fer, la diversification alimentaire et l'éducation nutritionnelle. Il concentrera son action sur les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, qui font partie des groupes prioritaires pour le programme gouvernemental de protection maternelle et infantile. Pour ces groupes de population, le PAM adoptera des stratégies d'intervention tenant compte des résultats des interventions précédentes et du taux élevé de prévalence de l'anémie. Par ailleurs, les personnes âgées recevront des aliments nutritifs spécialisés pour éviter que leur accès limité à des aliments enrichis n'entraîne une dégradation de leur état nutritionnel.
74. Le PAM viendra également en aide aux enfants accueillis dans des crèches ou internes ou demi-pensionnaires dans des écoles primaires en vue de promouvoir la consommation régulière d'une alimentation plus diversifiée comprenant des légumes et des aliments frais.
75. À titre pilote, dans les externats du primaire, le PAM mettra en œuvre l'alimentation scolaire utilisant la production locale en veillant à ce qu'elle ait une dimension nutritionnelle. Il appuiera la production vivrière locale pour renforcer l'économie locale, réduira son empreinte écologique, assurera une éducation nutritionnelle, distribuera des repas scolaires nutritifs et mobilisera les aidants pour élaborer et distribuer les aliments. En recevant un repas, les enfants resteront à l'école plutôt que de rentrer chez eux, et pourront donc participer à un plus grand nombre d'activités complémentaires. Le PAM et le Gouvernement évalueront les résultats de l'activité pilote ainsi que la stratégie de retrait du PAM, et examineront la possibilité de transposer cette modalité à plus grande échelle dans le cadre du PSP complet.

Domaine d'action privilégié

76. Le domaine d'action privilégié de cet effet direct stratégique porte sur les causes profondes des principaux troubles nutritionnels constatés chez les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel. Il concorde avec les politiques et programmes nationaux prioritaires pour les groupes vulnérables.

⁵³ Comme l'Association nationale des petits agriculteurs, l'Association cubaine de la production animale et l'Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers.

Produits escomptés

77. Les produits suivants permettront d'atteindre cet effet direct stratégique:
- Les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les personnes âgées (niveau 1) reçoivent une alimentation nutritive et saine, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (voir activité 2).
 - Les enfants d'âge scolaire (niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs et sains, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (voir activité 3).
 - Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3) bénéficient de la capacité accrue des experts et des décideurs de prévenir la malnutrition et d'améliorer l'efficacité et la viabilité des systèmes de protection sociale (voir activités 2 et 3).
78. Ces produits contribuent à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2 et d'autres ODD, principalement les ODD 3, 4 et 5, mais aussi 1 et 8. La contribution de ces produits sera consignée et mesurée à l'aune du nombre d'activités de renforcement des capacités facilitées et du nombre de personnes mobilisées et bénéficiant de l'action menée, de la quantité d'aliments fournis, du nombre d'articles non alimentaires distribués, et du nombre de personnes touchées par la campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

Activités essentielles

Activité 2: Apporter une assistance alimentaire et adresser des messages éducatifs aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel par l'intermédiaire des systèmes de protection sociale, et dispenser une formation et une assistance technique aux experts nationaux et locaux et aux décideurs qui jouent un rôle dans les programmes d'alimentation et de nutrition

79. Le PAM achètera et distribuera des aliments nutritifs spécialisés par l'intermédiaire de systèmes de protection sociale venant en aide aux mères, aux enfants et aux personnes âgées. Il distribuera notamment des micronutriments en poudre aux enfants âgés de 6 à 11 mois, et du NutriArroz aux enfants âgés de 12 à 23 mois, aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux personnes âgées. La distribution de SuperCereal (CSB+) importé restera possible en cas de retards dans la production locale de NutriArroz.
80. Une stratégie multisectorielle de communication visant à prévenir la malnutrition (à la fois les carences en micronutriments, et le surpoids et l'obésité) en promouvant des habitudes alimentaires saines et la nutrition sera conçue et mise en œuvre pour appuyer la fourniture de produits alimentaires. Cette stratégie sera adaptée en fonction de chaque groupe ciblé compte tenu des différences dans les comportements et les rôles des femmes, des hommes, des filles et des garçons, afin de promouvoir le partage des responsabilités au sein des ménages et des environnements porteurs.
81. Dans le même temps, le PAM dispensera des formations pour améliorer les connaissances nutritionnelles et les compétences en communication des agents publics dans les centres sociaux aidés par le PAM.
82. Le PAM continuera également d'appuyer le système cubain de surveillance de l'alimentation et de la nutrition⁵⁴, en apportant une assistance technique et en dispensant des formations, l'accent étant mis sur l'analyse de données ventilées et leur utilisation pour éclairer la prise de décisions, principalement au niveau local.

⁵⁴ Système national de veille alimentaire et nutritionnelle, dirigé par le Ministère de la santé.

83. Cette activité sera mise en œuvre en collaboration avec les ministères chargés de la santé publique (et l'Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie), du commerce intérieur, de l'industrie alimentaire, et de l'économie et de la planification; la Faculté de communication de l'université de La Havane; les collectivités locales; l'UNICEF, l'OMS, l'Organisation panaméricaine de la santé et la Fédération des femmes cubaines par le biais de ses bénévoles chargés de promouvoir la santé dans les communautés.

Activité 3: Apporter une assistance alimentaire et adresser des messages éducatifs aux enfants d'âge scolaire par la voie du programme d'alimentation scolaire, et dispenser une formation et une assistance technique aux experts nationaux et locaux et aux décideurs qui participent au programme

84. Le PAM continuera d'appuyer le programme national d'alimentation scolaire par le biais d'une assistance alimentaire et d'activités de renforcement des capacités. Les mesures engloberont l'achat de vivres (produits par des coopératives soutenues au titre de l'activité 1) et leur distribution dans le cadre du programme d'alimentation scolaire en faveur des élèves du primaire; une formation aux bonnes habitudes alimentaires et à la nutrition destinée aux enseignants, aux enfants d'âge scolaire et à leur famille, accompagnée d'une sensibilisation à la répartition inégale des rôles et des responsabilités au sein des ménages; et la formation des acteurs qui interviennent dans le programme d'alimentation scolaire sur les achats de vivres et la conception de menus respectant les critères relatifs à la nutrition.
85. Bien décidé à soutenir l'innovation en 2020, le PAM aidera le Gouvernement à expérimenter de nouvelles modalités pour renforcer le programme d'alimentation scolaire, notamment un projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour nourrir les élèves externes des écoles primaires rurales qui ne sont pas encore couvertes par le programme national. Ce projet permettra de resserrer les liens entre le programme d'alimentation scolaire et les coopératives locales appuyées par le PAM; de développer les infrastructures scolaires nécessaires aux pratiques culinaires et à l'entreposage des vivres; d'améliorer la qualité et la diversité de l'alimentation des élèves externes des écoles primaires; et de transposer cette modalité à plus grande échelle dans d'autres parties du pays.
86. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire seront évalués à l'aide des méthodes employées au PAM.
87. Cette activité sera mise en œuvre en collaboration avec les ministères chargés de l'éducation, du commerce intérieur, et de l'économie et de la planification; les collectivités locales; et la Faculté de communication de l'université de La Havane. Le PAM encouragera la participation des ménages et de la communauté à la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2021, les autorités nationales et locales disposent de capacités renforcées afin de faire en sorte que les systèmes d'alimentation et de nutrition soient résilients face aux chocs

88. Le PAM appuiera le renforcement des capacités qui permettront aux décideurs nationaux et locaux d'atténuer les effets des catastrophes et des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en tenant compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge. De cette façon, la gestion des risques de catastrophe et la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence seront intégrées et mieux coordonnées pour appuyer les processus de prise de décisions relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition; étayer les plans de développement locaux; et stimuler la coopération Sud-Sud dans la région. À l'égard de cette dernière, des experts cubains apporteront une assistance technique à d'autres pays d'Amérique latine en matière de gestion globale des risques liés aux ouragans et à la sécheresse. En outre, les processus de prise de décisions seront renforcés grâce à divers outils et méthodes permettant d'assurer

le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'utiliser les informations produites au niveau local.

Domaine d'action privilégié

89. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.
90. Les interventions viseront essentiellement à mettre en œuvre les priorités du Gouvernement en vue de réduire les effets des catastrophes et des changements climatiques sur les systèmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Cela se fera grâce à la participation des décideurs nationaux et locaux à toutes les activités, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre, en adoptant une approche propre à transformer les relations entre les sexes.

Produits escomptés

91. Les produits suivants permettront d'atteindre cet effet direct stratégique:
 - Les personnes vivant dans des municipalités exposées à des aléas (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des institutions techniques et des autorités gouvernementales en matière de gestion des risques climatiques et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, qui contribue à réduire les effets des chocs sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition.
 - Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des décideurs dans les domaines de l'évaluation préalable, de l'analyse des données, de la gestion de l'information, du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la prise de décisions en la matière.
92. Les deux produits contribuent à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17 et d'autres ODD, principalement les ODD 2, 5 et 13. La contribution de ces produits sera consignée et mesurée à l'aune d'indicateurs divers, y compris le nombre d'activités de renforcement des capacités facilitées ainsi que le nombre de personnes mobilisées et d'outils et de produits élaborés pour améliorer les systèmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Activité essentielle

Activité 4: Renforcer les capacités des décideurs nationaux et locaux dans les domaines de la gestion des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques, de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, de l'analyse et du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la gestion de l'information

93. Le PAM dispensera des formations et fournira du matériel météorologique et hydrologique et des systèmes de traitement des données pour améliorer la gestion des catastrophes et des risques climatiques, qui couvriront l'évaluation, les connaissances, la réduction et le suivi des risques. Ce processus s'inscrira dans le cadre général d'un mode opératoire normalisé et nécessitera de renforcer les capacités dans les domaines suivants: prise en compte de la vulnérabilité de la production vivrière locale lors de l'évaluation des risques, production d'informations par des réseaux de veille hydrométéorologique et agrométéorologique et utilisation de ces données. De plus, la méthode prospective stratégique sera appliquée pour élaborer, partager et mettre en œuvre des plans d'action locaux visant à réduire les effets des catastrophes et des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en tenant compte, entre autres variables, de la problématique femmes-hommes et de l'âge. Le PAM préconisera également le recensement des principales disparités entre les sexes dans la gestion des risques de catastrophe, et l'élaboration de plans d'action en vue de favoriser l'égalité des sexes dans le cadre du PSP.

94. Pour améliorer encore l'alerte rapide, un projet de surveillance des cultures sera mené à titre pilote, à partir de données agrométéorologiques et de la télédétection. Il contribuera à mettre en place des services d'information climatique améliorés susceptibles de fournir aux agriculteurs et aux communautés agricoles des informations pratiques leur permettant de prendre des décisions éclairées sur les types de plantations et les périodes à privilégier à cet égard. En outre, la mise au point de dispositifs d'assurance préventive et paramétrique sera encouragée pour aider les petits exploitants et les coopératives à gérer les risques climatiques dans le cadre d'une approche intégrée.
95. Le PAM développera les capacités de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence en fonction des risques et du niveau de vulnérabilité relevés. Une attention particulière sera accordée au renforcement des processus de planification pour les mesures d'intervention et de relèvement. Le PAM appuiera notamment la consolidation des centres de suivi des opérations de la protection civile mis en place au niveau national et dans certaines provinces pour faire face à des risques multiples. La sensibilisation des décideurs à l'égalité des sexes sera également encouragée, dans le cadre des efforts déployés pour évoluer vers un système de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence qui tienne compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge.
96. De plus, des efforts seront faits pour améliorer l'analyse, la production de données factuelles et le suivi en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau local, en favorisant l'accroissement de l'intégration et de l'utilisation stratégique de l'information pour la prise de décisions.
97. L'échange de bonnes pratiques sera encouragé, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud.
98. Le PAM favorisera les partenariats avec diverses institutions, comme la protection civile, le Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement (notamment son Agence de l'environnement et son Institut de météorologie), et l'Institut national des ressources hydrauliques. Il collaborera également avec le Bureau national de la statistique et de l'information, les ministères responsables de l'agriculture ainsi que de l'économie et de la planification, les universités, la société nationale d'assurance, les collectivités locales et le PNUD.

Effet direct stratégique 4: Les populations victimes d'aléas naturels conservent l'accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe

99. Le PAM appuiera les initiatives menées par ses homologues nationaux pour garantir l'accès rapide des populations touchées à l'alimentation en cas de catastrophe, prévenant ainsi toute dégradation de leur état sanitaire et nutritionnel.

Domaine d'action privilégié

100. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions en cas de crise.
101. Le PAM appuiera les priorités du Gouvernement (y compris la fourniture de vivres et d'articles non alimentaires) pour assurer une action rapide, équitable et durable, qui garantisse l'accès des populations touchées par des chocs à la nourriture et améliore la capacité des autorités locales à poursuivre la distribution de l'assistance alimentaire en cas de catastrophe.

Produit escompté

102. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
 - Les personnes victimes d'un choc (niveau 1) bénéficient d'une assistance alimentaire qui empêche que leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel ne se dégradent.

103. Ce produit contribuera à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2 et de l'ODD 17. La contribution de ce produit sera consignée et mesurée à l'aune du nombre de personnes vulnérables bénéficiant d'une assistance alimentaire, et de la quantité de vivres et d'articles non alimentaires distribués.

Activité essentielle

Activité 5: Apporter une assistance alimentaire en temps voulu aux personnes touchées par un choc en faisant appel à des stocks de vivres prépositionnés, et fournir des articles non alimentaires pour appuyer le système de distribution alimentaire local

104. Le PAM s'assurera que des stocks de vivres sont prépositionnés pour pouvoir être distribués immédiatement après une catastrophe naturelle, en complément de l'assistance alimentaire apportée par les pouvoirs publics, et fournira des unités de stockage mobiles et d'autres articles non alimentaires, tels que des lampes et des groupes électrogènes destinés aux entrepôts pour renforcer les capacités de stockage de vivres des institutions cubaines en situation d'urgence.
105. Le PAM dispose d'un stock de vivres prépositionnés à distribuer en cas de catastrophe qui se compose de 1 610 tonnes de riz et de haricots, et sera complété en 2019 par 297 tonnes d'huile végétale. Ces produits sont stockés dans des entrepôts gouvernementaux situés dans deux emplacements stratégiques de manière à pouvoir assurer leur distribution rapide et la prompte récupération des femmes, des hommes, des filles et des garçons touchés par une catastrophe, et compléter l'assistance alimentaire apportée par les pouvoirs publics. Les stocks alimentaires prépositionnés font régulièrement l'objet d'une rotation, afin de respecter les normes de qualité. Le PAM surveillera l'état des stocks de vivres prépositionnés et d'articles non alimentaires, et les dispositions logistiques concernant leur transport et leur distribution seront coordonnées par le Gouvernement⁵⁵.
106. Cette activité sera mise en œuvre en coordination avec la protection civile, le Ministère du commerce intérieur, le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, le Ministère des transports, la Croix-Rouge et les collectivités locales. En sa qualité de chef de file de l'équipe d'intervention d'urgence des Nations Unies, le PAM coordonne également les actions avec d'autres membres du système des Nations Unies dans le pays.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

107. Toutes les activités du PAM – y compris les expériences pilotes – sont mises en œuvre par ses homologues gouvernementaux. Le PAM s'attache à appuyer et à renforcer les programmes et les institutions gouvernementaux existants, et notamment leur capacité à assurer une couverture équitable. Pour encourager la prise en charge des activités par les instances nationales, la coordination sera confiée aux collectivités locales.
108. Compte tenu des résultats et des enseignements tirés des activités pilotes mises en œuvre dans le cadre de ce PSPP, le PAM fournira une assistance technique à ses homologues nationaux pour transposer à plus grande échelle les activités dans le cadre du PSP complet, en privilégiant notamment une approche visant à transformer les relations entre les sexes. Un plan de transfert des responsabilités sera élaboré conjointement avec le Gouvernement.

⁵⁵ Un accord signé entre le PAM et le Gouvernement afin d'examiner les conditions de stockage, la rotation et la distribution des stocks prépositionnés sera mis à jour.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

109. Un ciblage par effet direct a été convenu avec les homologues nationaux sur la base de divers critères, en tenant compte d'une analyse différenciée par sexe et par âge. L'enregistrement des bénéficiaires se fera à partir des données dont dispose le Gouvernement.
110. Pour favoriser le lien entre action humanitaire et développement, les municipalités des provinces centrales et orientales de Cuba ont été ciblées en fonction des capacités précédemment renforcées avec l'appui du PAM; de leur exposition aux aléas naturels, comme la sécheresse; des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités; et des effets de l'ouragan Irma. Le ciblage concorde également avec les principaux plans nationaux promus par les partenaires stratégiques. Pour les interventions nutritionnelles, ont été pris en considération les taux de prévalence de l'anémie supérieurs à 40 pour cent, le taux de vieillissement et la proportion de personnes âgées recensées dans le dispositif d'aide aux familles.
111. Pour l'effet direct stratégique 1, le PAM cible environ 10 400 personnes (dont 30 pour cent de femmes), notamment des agriculteurs et d'autres parties prenantes des filières agricoles locales.
112. Au titre de l'effet direct stratégique 2, près de 60 000 personnes seront des bénéficiaires directs. Sous l'effet de l'activité 2, 27 000 enfants de moins de 2 ans, près de 13 000 filles et femmes enceintes ou allaitantes et 8 000 personnes âgées recevront des aliments nutritifs spécialisés et des messages nutritionnels. Le PAM viendra également en aide à quelque 10 000 enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire (activité 3). En outre, environ 1 200 responsables gouvernementaux intervenant dans les systèmes de protection sociale et décideurs, femmes et hommes à parts égales, recevront une formation.
113. Au titre de l'effet direct stratégique 3, près de 2 900 agents des administrations nationales et locales bénéficieront du renforcement des capacités en matière de résilience.
114. Au titre de l'effet direct stratégique 4, une assistance alimentaire d'urgence sera distribuée aux populations le plus durement touchées. Le chiffre estimé d'environ 275 000 personnes a été établi avec le Gouvernement, compte tenu des interventions précédemment menées suite au passage d'ouragans ou à d'autres situations d'urgence.
115. Les effets directs stratégiques 1, 2 et 3 englobent des bénéficiaires indirects qui tireront parti du renforcement des programmes de protection sociale, de gestion des risques climatiques, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, et de gestion de l'information relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition aux niveaux national et local.
116. Le PAM fera tout son possible pour veiller à ce que tous – femmes, hommes, filles et garçons – puissent accéder de manière équitable à l'assistance fournie en fonction de leurs besoins respectifs. Les bénéficiaires directs et indirects relevant des effets directs stratégiques 1, 2 et 3 bénéficieront également de mesures visant à transformer les relations entre les sexes mises en œuvre avec l'appui du PAM, en mettant l'accent sur le niveau local.

Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1*	1	-	-	3 100	7 300	10 400
2	2	13 000	14 100	17 200	3 800	48 100
	3	4 800	5 100	-	-	9 900
3*	4	-	-	1 400	1 500	2 900
4	5	28 100	29 900	109 000	108 000	275 000
Total (hors chevauchement)		45 900	49 100	130 700	120 600	346 300

* Il s'agit des bénéficiaires qui ne reçoivent ni transferts de produits alimentaires ni transferts de type monétaire; ils bénéficient de transferts de matériel, d'une assistance technique et d'activités de formation qui contribuent à améliorer la sécurité alimentaire.

Type de bénéficiaires	Effet direct stratégique 2								Effet direct stratégique 4
	Activité 2				Activité 3				Activité 5
	Enfants de 6 à 11 mois	Enfants de 12 à 23 mois	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Personnes âgées	Enfants dans les garderies	Enfants pensionnaires	Enfants demi-pensionnaires	Élèves externes des écoles primaires	Populations touchées par un choc
Modalité	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires
Céréales								75	140
Légumes secs								55	75
Huile									40
Aliments composés et mélanges (mélange maïs-soja enrichi CSB+)		50	50	50					
Aliments composés et mélanges (NutriArroz)		50	50	50					
Micronutriments en poudre	1								
Légumes frais					100	100	100	100	
Total kcal/jour	-	188	188	188	19	19	19	477	1 113
% kcal d'origine protéique	-	16,3	16,3	16,3	66,3	66,3	66,3	16,7	25,3
Nombre de jours d'alimentation par an	60	360	360	360	88	88	88	88	27

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

117. Depuis plus de 55 ans, le transfert de produits alimentaires est la modalité employée à Cuba, en complément de l'assistance alimentaire apportée par les pouvoirs publics. Bien que le Gouvernement mette déjà en œuvre une modalité de transfert de type monétaire sous la forme de bons-produits dans certains de ses programmes de protection sociale, il envisage la possibilité d'utiliser les transferts de type monétaire avec le PAM. Ces dernières années, celui-ci a mené des discussions avec le Gouvernement sur divers outils d'assistance alimentaire, notamment l'organisation de sessions de formation pour expliquer l'utilisation des transferts de type monétaire dans divers pays de la région. Comme convenu avec le Gouvernement, le PAM appuiera en 2020 un projet pilote destiné à montrer que les transferts de type monétaire peuvent être efficaces à Cuba⁵⁶, si les conditions nécessaires sont établies en 2019.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	1 050	371 590
Légumes secs	658	476 906
Huiles et matières grasses	297	275 913
Aliments composés et mélanges	630	324 604
Autres	1	11 665
Total (produits alimentaires)	2 636	1 460 678
Transferts de type monétaire	-	-
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	2 636	1 460 678

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

118. Le PAM se concentrera sur le renforcement des capacités nationales et locales en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des modèles plus efficaces et plus durables pour les programmes cubains de protection sociale (notamment diverses méthodes de ciblage, de coordination et de gestion). Les activités de renforcement des capacités, qui tiennent compte de considérations liées à la problématique femmes-hommes et à l'âge, seront intégrées dans l'ensemble du PSPP et porteront sur les systèmes alimentaires, la nutrition, la résilience, et la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence. Une attention particulière sera apportée à l'amélioration des capacités des parties prenantes des systèmes alimentaires locaux pour accroître leur résilience face aux catastrophes et aux changements climatiques, et de celles des décideurs concernant l'utilisation des informations produites au niveau local sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

⁵⁶ Le PAM fera appel aux filets nationaux de protection sociale actuels et envisagera de transférer des espèces vers les services municipaux chargés de l'éducation, de la santé et du commerce qui doivent assurer l'approvisionnement en aliments produits localement des groupes pris en charge dans leurs centres respectifs.

119. Le PAM favorisera également la coopération régionale Sud-Sud avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, principalement dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, et de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, en partageant le savoir-faire de la protection civile cubaine et d'autres institutions de la région.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

120. Le bureau de pays s'appuiera sur les mécanismes déjà en place pour apporter une assistance (fourniture de vivres et de matériel). Le Gouvernement cubain couvre les coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention des vivres et des articles non alimentaires. Les mécanismes de distribution qui sont les siens seront également employés pour entreposer les vivres prépositionnés et les stocks d'articles non alimentaires et les livrer aux bénéficiaires en cas de situation d'urgence. Un plan relatif à la chaîne d'approvisionnement établi pour le PSPP comporte des indications détaillées sur le processus de passation des marchés.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

121. L'équipe du bureau de pays possède des compétences dans les principaux domaines de programme du PSPP: les systèmes alimentaires, la nutrition, la réduction des risques de catastrophe, et la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence. Un responsable de la coordination des questions relatives à la problématique femmes-hommes est en place, appuyé par des consultants spécialisés recrutés pour des activités spécifiques. Le bureau de pays fera également fond sur la base de connaissances et de l'assistance de spécialistes du bureau régional et du Siège, concernant également l'égalité des sexes.

4.5 Partenariats

122. Toutes les activités du PAM prévues dans le PSPP seront mises en œuvre avec des partenaires cubains aux niveaux national et local, comme indiqué au chapitre 3.2. La mise en œuvre, la planification et la mobilisation de ressources seront coordonnées avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, principal homologue du PAM dans le pays.
123. Le PAM contribue activement aux efforts interinstitutionnels, en dirigeant l'équipe technique de secours d'urgence des Nations Unies, en codirigeant l'équipe technique de sécurité alimentaire avec la FAO et en participant à d'autres groupes dans des domaines relatifs à la problématique femmes-hommes, au suivi et à la communication, et à l'équipe de gestion des opérations.
124. Dans le cadre de ce PSPP, le PAM s'attachera à continuer de renforcer sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Les synergies seront favorisées avec la FAO à l'appui des filières alimentaires pendant la mise en œuvre d'un projet PROACT⁵⁷. Parmi les autres partenaires des Nations Unies œuvrant à l'appui d'approches à dimension nutritionnelle axées sur les systèmes alimentaires durables et le renforcement de la résilience figureront le FIDA, le PNUD, l'UNICEF et l'Organisation panaméricaine de la santé. Le PAM collaborera également avec le Fonds des Nations Unies pour la population dont il utilisera les compétences en matière de dynamique démographique pour améliorer l'analyse, la conception et la mise en œuvre des activités de protection sociale liées à la sécurité alimentaire.

⁵⁷ PROACT est l'instrument d'action en faveur de la résilience financé par l'Union européenne, qui sera mis en œuvre à Cuba pour la première fois dans le cadre d'un projet conjoint PAM/FAO visant à renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des communautés dans sept municipalités de la région centrale touchées par la sécheresse et l'ouragan Irma.

125. Le PAM continuera de collaborer avec ses principaux homologues gouvernementaux, tels que les ministères chargés de l'agriculture, de l'éducation, de la santé publique, du commerce intérieur, du travail et de la sécurité sociale, et de la science, de la technologie et de l'environnement; la protection civile et les collectivités locales. Il travaillera avec des institutions techniques, des établissements universitaires et des centres de recherche, des ONG et d'autres acteurs sur le renforcement des capacités. Il étendra sa collaboration aux facultés de communication de diverses universités pour élaborer des messages clés sur les habitudes nutritionnelles saines. Ces partenaires appuieront également la prise en compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge dans l'ensemble des opérations du PAM. En collaboration avec la Fédération des femmes cubaines et l'Association nationale des petits agriculteurs, le PAM facilitera la mise en œuvre de la stratégie du Ministère de l'agriculture concernant l'égalité des sexes. En outre, il poursuivra ses efforts pour améliorer la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence dans le cadre de la coopération Sud-Sud dans la région, en se concentrant sur les Caraïbes et l'Amérique centrale.
126. Le PAM développera également sa collaboration avec les institutions nationales qui jouent un rôle essentiel dans la prise de décisions, comme le Ministère de l'économie et de la planification, le groupe pour le Plan national en faveur du développement économique et social à l'horizon 2030 et le Bureau national de la statistique et de l'information, dans le but d'apporter un appui plus efficace.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

127. Le système de suivi et d'évaluation du PAM tenant compte de la problématique femmes-hommes produira des données factuelles qui lui permettront d'ajuster ses opérations, de renforcer l'obligation redditionnelle et de recenser les enseignements applicables au PSP dans le cadre de la mise en œuvre de projets pilotes. Les indicateurs seront conformes au Cadre de résultats institutionnels du PAM et seront exportés vers l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET).
128. Le PAM élaborera un plan de suivi et d'évaluation pour chaque effet direct stratégique, afin de faciliter la préparation de plans communs avec d'autres organismes des Nations Unies et avec leurs homologues des pouvoirs publics cubains. Dans le cadre de la collaboration interinstitutions des Nations Unies, il aidera ses homologues gouvernementaux à mesurer les indicateurs relatifs aux ODD. Un dispositif interne de gestion de l'information sera également mis en place pour traiter le suivi des activités et des résultats. Le PAM ventilera toutes les données de suivi quantitatives relatives aux personnes par sexe et par âge et recueillera, analysera et utilisera des indications sur les effets de la mise en œuvre des activités prévues dans le PSPP sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons à Cuba.
129. Le suivi des processus sera effectué par des contrôleurs de terrain du PAM se trouvant dans chacune des cinq provinces orientales⁵⁸ et, dans le cas de la province de Villa Clara au centre de Cuba, il sera défini dans le cadre du projet PROACT, et effectué conjointement avec la FAO. Chaque contrôleur de terrain, accompagné de fonctionnaires gouvernementaux, effectuera des visites de suivi mensuelles auprès de diverses institutions mobilisées dans le cadre des opérations du PAM (entrepôts, coopératives, écoles, etc.). Les comités municipaux et provinciaux de gestion de projet assureront le suivi des mesures correctrices, si nécessaire. Une plateforme institutionnelle pour la collecte de

⁵⁸ Las Tunas, Holguín, Granma, Santiago de Cuba et Guantánamo.

données à distance sera utilisée pour le suivi et l'évaluation, afin de pouvoir établir des rapports en temps utile et avec exactitude.

130. Le suivi des résultats (produits et effets directs) se fondera sur les informations fournies par les homologues gouvernementaux aux niveaux provincial et national. En 2020, le PAM continuera d'assurer des formations et une assistance technique en vue de renforcer les capacités de ses homologues en matière de suivi et d'évaluation avec prise en compte de la problématique femmes-hommes, et notamment d'améliorer la qualité, l'exactitude et la ponctualité des rapports de suivi. Ces actions, jointes à l'utilisation de l'outil COMET, renforceront la responsabilisation au sein du PAM dans le court terme et auront des incidences positives sur les systèmes de suivi et d'évaluation des programmes cubains de protection sociale. Les avis des bénéficiaires seront principalement recueillis par le biais des urnes mises en place par les pouvoirs publics pour collecter réclamations et commentaires dans chaque institution s'occupant de protection sociale et pour chaque groupe de discussion. Le PAM s'attachera à améliorer ces mécanismes, en coordination avec le Gouvernement, pour renforcer la responsabilité, l'efficacité, l'équité et la transparence de ses opérations.
131. La mise en œuvre d'une sélection d'activités pilotes relevant du PSPP fera l'objet d'une évaluation décentralisée en 2021, ce qui permettra que ces initiatives soient évaluées une fois à maturité et que les enseignements tirés contribuent à éclairer leur transposition à plus grande échelle dans le cadre du PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

132. Cuba étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les organismes des Nations Unies peinent à mobiliser des financements pour les programmes et projets devant y être menés. Pour y remédier, le PAM a élaboré un plan d'action en matière de partenariat et collaborera avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger en vue d'établir une stratégie de mobilisation des ressources.
133. Les aléas naturels, tels que les cyclones tropicaux, les tremblements de terre et les épisodes de sécheresse, exposent Cuba à des risques constants. Des ressources supplémentaires pourraient être nécessaires pour appuyer l'intervention menée par le Gouvernement pour faire face à ces catastrophes. Le PAM continuera de travailler avec des experts et des décideurs cubains, aux niveaux national et local, afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion des risques de catastrophe ainsi que de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.
134. Le contexte tendu à l'échelle internationale et régionale pourrait encore nuire à la situation économique et financière du pays, et partant, porter atteinte à la sécurité alimentaire et à la nutrition de la population. Soucieux d'atténuer ces risques, le PAM maintiendra un dialogue constant avec le Gouvernement à la recherche de moyens d'appui possibles.
135. Les délais associés au fonctionnement des mécanismes internes d'approbation des nouvelles propositions de projet par les homologues nationaux risquent de retarder la mise en œuvre, ce qui pourrait dissuader les donateurs de financer des activités à Cuba. Le PAM s'emploie donc avec ses homologues nationaux à travailler en amont à l'élaboration des projets devant faire l'objet d'une approbation.
136. Le Gouvernement s'emploie toujours à améliorer ses mécanismes de ciblage, et le PAM continuera donc de collaborer avec ses homologues nationaux en vue de mettre à leur disposition des outils et des méthodes à cet égard.

Risques opérationnels

137. La complexité des procédures et la faiblesse des infrastructures nationales de logistique nécessaires à l'importation, à l'entreposage et à la distribution des vivres et des articles non alimentaires pourraient entraîner des retards, ce qui se répercuterait sur la livraison aux bénéficiaires. Pour atténuer ce risque, le PAM collaborera avec le Gouvernement pour renforcer les capacités des institutions nationales qui participent à ces processus.
138. Les retards pris par les homologues dans la présentation des rapports de suivi peuvent compromettre la prise de décisions en temps utile et l'adaptation des projets. Le PAM continuera d'appuyer le renforcement des capacités institutionnelles en matière de suivi et d'évaluation aux niveaux national et local.
139. Des problèmes de connectivité peuvent également nuire à la mise en place et au bon fonctionnement de systèmes internes tels que le Système mondial et réseau d'information du PAM et le Système d'appui à la gestion logistique. Le PAM continuera de rechercher des solutions novatrices pour atténuer ce risque.

Risques financiers

140. Bien qu'aucun calendrier n'ait été arrêté à ce jour, les plans nationaux d'unification monétaire représentent un risque supplémentaire qui pourrait compromettre la mise en œuvre des projets, entraînant une hausse des coûts des programmes. Dans le cadre de l'équipe de gestion des opérations à Cuba, le PAM continuera de suivre les mesures prises par le Gouvernement à cet égard.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)	
Effet direct stratégique	2020
1	1 445 813
2	770 042
3	1 552 891
4	1 824 719
Total	5 593 466

141. Plus de 50 pour cent des ressources prévues pour 2020 seront attribuées aux effets directs stratégiques 1 et 3, conformément à l'accent mis dans le PSPP sur le renforcement des systèmes alimentaires locaux et de la résilience. La part du budget affectée à l'effet direct stratégique 4 correspond à la valeur des stocks de denrées alimentaires prépositionnés et des articles non alimentaires.

6.2 Perspectives de financement

142. Les perspectives de financement sont relativement positives pour les effets directs stratégiques 1, 3 et 4, compte tenu des contributions confirmées et des prévisions de contribution à moyenne ou forte probabilité. Les effets directs 1 et 3 ont bénéficié de l'appui de plusieurs donateurs ces dernières années, qui ont alloué des fonds destinés à leur mise en œuvre. S'agissant de l'effet direct stratégique 4, le PAM devra mobiliser les ressources nécessaires pour 2020 dans l'éventualité où une intervention d'urgence en 2019 entraînerait l'utilisation des stocks de vivres prépositionnés. La stratégie consistera à

faire appel aux donateurs habituels et à des donateurs potentiels qui privilégient les interventions menées face aux crises, et à mobiliser des ressources par l'intermédiaire de plans d'action et d'initiatives conjointes des Nations Unies.

143. Dans le cadre de l'effet direct stratégique 2, les activités de prévention de la malnutrition connaissent un déficit de financement. Si le déficit persiste en 2020, il faudra alors donner la priorité à l'assistance alimentaire, en particulier les micronutriments en poudre compte tenu de leur utilité et de leur rentabilité éprouvées. Avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays consultera les donateurs habituels et les donateurs potentiels intéressés par les activités axées sur la nutrition.
144. Des ressources financières adéquates seront allouées aux activités qui contribuent à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes, principalement des initiatives en lien avec les systèmes alimentaires qui visent à autonomiser les femmes sur le plan local.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

145. La stratégie du PAM en matière de mobilisation de ressources consistera à consolider les partenariats avec les donateurs actuels, en plaidant en faveur d'un appui pluriannuel et en recherchant de nouveaux partenariats, afin d'élargir la base des donateurs de sorte que le PAM puisse continuer d'aider le Gouvernement à atteindre l'ODD 2 à compter de 2021. Il s'efforcera de collaborer de manière systématique dans ce sens avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, conformément aux priorités nationales, et il a élaboré un plan d'action en matière de partenariat pour faciliter le processus. Pendant la mise en œuvre du PSPP, le bureau de pays travaillera en étroite coordination avec le bureau régional de Panama et le Siège pour améliorer le plan d'action en matière de partenariat pour Cuba.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire ÉTABLI POUR CUBA (2020)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 4: Les populations victimes d'aléas naturels conservent l'accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Une catastrophe se produit et affecte la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population vulnérable.
Le Gouvernement respecte l'accord concernant l'entreposage et l'utilisation des stocks d'aliments prépositionnés du PAM.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Activités et produits

5. Apporter une assistance alimentaire en temps voulu aux personnes touchées par un choc en faisant appel à des stocks de vivres prépositionnés, et fournir des articles non alimentaires pour appuyer le système de distribution alimentaire local (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes victimes d'un choc (niveau 1) bénéficient d'une assistance alimentaire qui empêche que leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel ne se dégradent (A. Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, l'état nutritionnel des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants d'âge scolaire, s'améliore, et la diversité et les qualités nutritionnelles de leur régime alimentaire s'accroissent

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

La quantité et la fréquence de l'aide alimentaire du Gouvernement ne sont pas réduites.

La fourniture d'aliments nutritifs produits localement augmente en fonction de la croissance de la production.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Ressources mobilisées (en dollars) en faveur de systèmes ou de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER

Activités et produits

2. Apporter une assistance alimentaire et adresser des messages éducatifs aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel par l'intermédiaire des systèmes de protection sociale, et dispenser une formation et une assistance technique aux experts nationaux et locaux et aux décideurs qui jouent un rôle dans les programmes d'alimentation et de nutrition (Prévention de la malnutrition)

Les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les personnes âgées (niveau 1) reçoivent une alimentation nutritive et saine, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (A. Ressources transférées)

Les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les personnes âgées (niveau 1) reçoivent une alimentation nutritive et saine, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (B. Aliments nutritifs fournis)

Les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les personnes âgées (niveau 1) reçoivent une alimentation nutritive et saine, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (E. Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutés)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3) bénéficient de la capacité accrue des experts et des décideurs de prévenir la malnutrition et d'améliorer l'efficacité et la viabilité des systèmes de protection sociale (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3. Apporter une assistance alimentaire et adresser des messages éducatifs aux enfants d'âge scolaire par la voie du programme d'alimentation scolaire, et dispenser une formation et une assistance technique aux experts nationaux et locaux et aux décideurs qui participent au programme (Repas scolaires)

Les enfants d'âge scolaire (niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs et sains, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (A. Ressources transférées)

Les enfants d'âge scolaire (niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs et sains, et des messages éducatifs qui contribuent à développer les bonnes habitudes alimentaires (N. Alimentation scolaire assurée)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3) bénéficient de la capacité accrue des experts et des décideurs de prévenir la malnutrition et d'améliorer l'efficacité et la viabilité des systèmes de protection sociale (M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3) bénéficient de la capacité accrue des experts et des décideurs de prévenir la malnutrition et d'améliorer l'efficacité et la viabilité des systèmes de protection sociale (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les intervenants qui jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires disposent de capacités renforcées pour atténuer les risques et mieux appuyer les filets de protection sociale

Catégorie d'effet direct correspondante:
Accroissement de la disponibilité de biens et services publics contribuant à renforcer les systèmes de production alimentaire

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les investissements du programme sont intégrés dans le plan national de développement économique et social

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

1. Mettre en place des activités de formation et fournir du matériel et une assistance technique aux parties prenantes des filières agricoles – petits paysans des deux sexes, notamment les jeunes, coopératives et distributeurs, entre autres (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Une sélection de petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des filières agricoles (niveau 1) reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle avec des aliments variés et de qualité (A. Ressources transférées)

Une sélection de petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des filières agricoles (niveau 1) reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle avec des aliments variés et de qualité (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Une sélection de petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des filières agricoles (niveau 1) reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle avec des aliments variés et de qualité (F. Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2021, les autorités nationales et locales disposent de capacités renforcées afin de faire en sorte que les systèmes d'alimentation et de nutrition soient résilients face aux chocs

Catégorie d'effet direct correspondante:

Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Les outils de gestion des risques de catastrophe favorisés par le PAM dans le cadre du programme de pays font partie des mécanismes normalisés du Gouvernement.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Activités et produits

4. Renforcer les capacités des décideurs nationaux et locaux dans les domaines de la gestion des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques, de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, de l'analyse et du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la gestion de l'information (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes vivant dans des municipalités exposées à des aléas (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des institutions techniques et des autorités gouvernementales en matière de gestion des risques climatiques et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, qui contribue à réduire les effets des chocs sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vivant dans des municipalités exposées à des aléas (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des institutions techniques et des autorités gouvernementales en matière de gestion des risques climatiques et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, qui contribue à réduire les effets des chocs sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition (G. Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des décideurs dans les domaines de l'évaluation préalable, de l'analyse des données, de la gestion de l'information, du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la prise de décisions en la matière (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire (niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités des décideurs dans les domaines de l'évaluation préalable, de l'analyse des données, de la gestion de l'information, du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la prise de décisions en la matière (J. Réformes de fond identifiées/préconisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Résultats transversaux

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Résultats transversaux

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Résultats transversaux

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 4, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transfert	1 156 026	592 950	1 267 090	1 555 403	4 571 469
Mise en œuvre	94 002	72 816	75 515	22 221	264 554
Coûts d'appui directs ajustés	107 544	57 278	115 508	135 728	416 057
Total partiel	1 357 571	723 044	1 458 114	1 713 352	5 252 081
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	88 242	46 998	94 777	111 368	341 385
Total	1 445 813	770 042	1 552 891	1 824 719	5 593 466

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance